

Concours : Deuxième concours d'accès à l'Ecole Nationale de la Magistrature

Epreuve : Note de synthèse

CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de la feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.

"La justice Prédictive"

Dans le rapport "L'Open data des décisions de justice", la justice prédictive est définie comme "l'ensemble des instruments développés grâce à l'analyse de grandes masses de données de justice qui permettent, notamment à partir d'un calcul de probabilités de prévoir autant qu'il est possible l'issue d'un litige" (doc 2). C'est l'ère de la justice 2.0 (doc 10). L'examen de la justice prédictive conduit à s'interroger sur les objectifs qu'elle poursuit mais aussi sur les limites qu'elle peut présenter. Si la justice prédictive vise la recherche d'une meilleure efficacité de la justice (I), des incertitudes apparaissent autour de sa mise en œuvre (II).

I. La recherche d'une meilleure efficacité de la justice à travers la justice prédictive

En recherchant l'efficacité, l'innovation vient au service des droit (A) et s'accompagne d'une démocratisation de la justice (B)

(A) - L'innovation au service des droit

Selon des études, l'efficacité des systèmes judiciaires serait subordonnée à la possibilité des décisions (doc 3). Un certain nombre de start-up ont approuvé afin de proposer des algorithmes visant à calculer des probabilités de résolution de litiges et de montant d'indemnité comme Predictice (doc 15) ou Case Law Analytics (doc 16). Avec l'ouverture à l'ensemble des décisions de justice que permet la loi du 7 octobre 2016 pour une république numérique (doc 8), ces outils visent à évaluer les chances de succès et les risques juridiques (doc 1). La justice prédictive apparaît comme un moyen de faire disparaître

la zone d'incertitude intrinsèque à tout procès (doc 7). Grâce au traitement de données par les algorithmes, l'objectif est d'anticiper la décision judiciaire (doc 10), mais aussi d'optimiser le travail des praticiens (doc 6). En permettant à la machine d'établir des statistiques de succès des Plaignants à faibler et de hiérarchiser les arguments, ce temps dégagé laisse une plus grande disponibilité des professionnels pour d'autres actes dans le sens d'une plus grande efficacité de la justice (doc 6). De plus, en quantifiant le risque judiciaire, le recours à la justice prédictive va favoriser l'incitation à accepter une proposition amiable et ainsi par le développement des modes alternatifs de règlement des différends passer au désengagement des tribunaux (doc 4, 7, 9). Enfin, le recours à ces outils permet d'engager une discussion sur les divergences de jurisprudence ou de pratiques et peut contribuer à une convergence dans le sens d'une meilleure prévisibilité du droit et d'un renforcement d'une égalité de traitement (16).

Outre la recherche de l'efficacité de la justice à travers l'innovation, les techniques de justice prédictive s'accompagnent d'une démocratisation de la justice.

(B) 2a démocratisation de la justice.

La loi du 7 octobre 2016 par une république numérique (doc 8) permet la mise à disposition gratuite des jugements. Cette mise à disposition est codifiée à l'article L.111-13 du code de l'organisation judiciaire (doc 1). Cet "open data" représente une dimension nouvelle en le concernant au regard du public (doc 12). L'accès gratuit aux décisions permet ainsi une ouverture du droit à tous. Antoine Garapon, à ce titre déclare que la "révolution numérique peut porter en elle une révolution démocratique" (doc 14). La transparence subséquente à la liberté d'accès aux décisions de justice est une garantie du procès équitable comme a pu le rappeler le Président du Tribunal de la Fonction publique de l'Union européenne en précisant que la divulgation de l'identité des magistrats ayant pris les décisions était un moyen de se prémunir contre l'arbitraire (doc 20). L'ouverture de ces données s'accompagne d'un développement de sites internet exploitant des données tirées de la légalité, qui est une usure de la justice à travers l'exploitation de données (doc 14), dont Charpentier Consulting a pu répertorier une liste en précisant le type

de services que chaque site propose (doc 17). Il en a ainsi répertorié 34 en précisant pour chacun la prestation offerte.

A travers l'anticipation (doc 16), l'optimisation (doc 6), le Plaidéo (doc 7) et le désengorgement des tribunaux (doc 9), la justice prédictive à travers ses start-up poursuit l'objectif d'une amélioration du système judiciaire (doc 11). Par autant, des incertitudes sont soulevées autour de sa mise en œuvre.

II. Les incertitudes soulevées autour de la mise en œuvre de la justice prédictive.

Les données qui accompagnent la mise en place de la justice prédictive portent sur le risque d'uniformisation des décisions (A), nécessitant la mise en place de garde-fous (B).

(A) - Le risque d'uniformisation des décisions

Pendant l'été 2017, les cours d'appel de Paris et de Rennes ont effectué des tests avec le logiciel Predictice. Les premiers résultats ont été d'un scepticisme chez les magistrats. Par ailleurs, la production est impossible compte tenu de l'état judiciaire (doc 9). De même, Madame Helena Gargues Charles redoute l'effet pervers que pourrait induire le recours à ces outils en développant une tendance à s'appuyer sur les solutions données par la machine par exemple dans des domaines moins maîtrisés (doc 9). L'Institut National de Justice s'est en effet interrogé sur le fait de décision restant au juge en cas de recours aux outils de justice prédictive (doc 3). Les médias ont en reconnaissant que l'utilisation de ces technologies peut être rassurant tant pour les clients que les justiciables dans un sens d'objectivation des choses (doc 10) soulignent le risque d'uniformisation des pratiques (Les Echos doc. 10) mais aussi de décanalisation des décisions (Le Parisien doc 4). Autour des réserves qui peuvent être avancées sur le recours à la justice prédictive figurent celles émises par la Commission européenne pour l'efficacité de la justice lors de son audition autour de "l'open data des décisions de justice" elle a recommandé

mis en évidence que cette justice se fonde sur des décisions déjà rendues dans même que le contexte normal et serait équilibré. Elle a aussi fait état des résultats limités de la modélisation du raisonnement juridique avec l'expérience menée autour de ses décisions rendues par la Cour européenne des Droits de l'Homme (doc 13). Face à ces incertitudes autour d'un risque d'uniformisation, le co-rapporteur de Predicchio rappelle la nécessité pour chaque décision de conserver sa liberté et le principe d'individualisation (doc 7). D'autres préconisent en outre des garde-fous.

B) La préconisation de garde-fous

Face aux annonces de transparence, prévisibilité et de discipline qui avancent les legal tech, des mathématiciens ont pu mettre en évidence des risques d'erreurs qui augmentaient avec la croissance des données exploitées (doc 19). C'est ainsi que dans le cadre du rapport sur "l'open data des décisions de justice" a pu être avancée l'idée d'une régulation passant par une obligation de transparence des algorithmes pour analyser le fonctionnement des outils et détecter leurs faiblesses (doc 5). Cette nécessité de régulation vise à interroger les limites notamment éthiques du recours à la justice prédictive (doc 12). En ce sens, Yannick Nenecœur évoque l'encadrement des pratiques et des outils en travaillant notamment sur l'éthique des ingénieurs et développeurs de ces systèmes de justice prédictive (doc 13). Par ailleurs, l'"open data" questionne l'anonymat des juges rendant les décisions de justice. Si certains comme l'union syndicale des magistrats redoutent la divulgation des identités dans un souci de protection et par le risque d'établissement de statistiques judiciaires nominatives qu'elle peut représenter (doc 18), d'autres estiment à l'instar du Syndicat de la Magistrature qu'elle heurte l'article 15 de la Déclaration des Droits de l'Homme qui permet à la société de demander des comptes à tout agent public (doc 20) tout en s'accordant pour développer la collégialité (doc 18 et 20). Outre la protection des juges se pose celle des avocats pour lesquels des garanties sont à prévoir afin de les préserver contre des engagements de responsabilité pour avoir écarté des statistiques (doc 6). Enfin, Face à l'introduction que dressent les plateformes Françaises de justice prédictive de développer des algorithmes autour des décisions pendues, un Livre blanc de bonnes pratiques servait à l'œuvre afin d'éviter un "Minority Report" (doc 16).